

Dietrich Hoss

Transformer le monde-changer la vie ! Passé et actualité d'un enjeu artistique et politique

Intervention aux XVIIes Rencontres Roger Vailland « Avant-garde : Art/Politique », le 18/19 novembre 2011, Bourg-en-Bresse

C'étaient les surréalistes qui avaient trouvé la formule pour évoquer la nécessité de joindre à la lutte politique pour une nouvelle société, une société basée sur l'association libre des hommes envisagée par Marx, la devise de Rimbaud « changer la vie », le changement immédiat de la vie quotidienne. W.Benjamin (1929) disait que de cette manière le surréalisme voulait « gagner les forces de l'extase à la révolution ». Peut-être pas seulement de l'extase, pourrait on dire, mais de l'énergie d'une volonté de finir avec la vie morne de tous les jours. Les surréalistes n'étaient pas seuls dans cette orientation. Le vingtième siècle a vu d'autres formes de mise de la poésie « au service de la révolution ». Dans la Russie bolchevique artistes constructivistes et futuristes cherchaient à participer avec leur poèmes et tableaux, photos et films, théâtres et architectures à la formation d'une nouvelle société en changeant le vécu des hommes au quotidien. En Allemagne, c'étaient des artistes qui avaient commencé dans la mouvance de l'expressionnisme, comme B.Brecht, ou dans l'avant-garde musicale, comme H. Eisler, qui alignaient leur création à la lutte communiste. Dans une toute autre constellation, l'après-guerre, caractérisée par la déformation irréversible du communisme et la disparition des mouvements révolutionnaires, c'était le situationnisme qui réactualisait cette orientation d'une fusion entre création esthétique et lutte politique en développant de techniques littéraires, graphiques, filmiques et comportementaux –comme « la dérive »- qui devaient conduire à de situations cassant les cadres d'une vie quotidienne mise en forme par le spectacle et ouvrant de perspectives d'une reconstitution de la vie en commun sur des nouvelles bases. ¹Si je fais aujourd'hui référence à ces expériences historiques qu'on pourrait bien sûr compléter par de nombreuses autres –inutile de le dire ici devant les amis de Roger Vailland- ce n'est pas pour vous présenter des découvertes historiques nouvelles à propos de leur vie et de leur mort –il en a toujours plus d'études bien érudites la dessus- et sûrement pas pour nous faire baigner dans une mélancolie nostalgique. Je

¹ Dans le langage de Boltanski/Chiapello (1999) on pourrait dire « critique artiste » et « critique sociale » convergeaient tendanciellement dans tous ces mouvements.

me dirige plutôt à vous comme un cercle d'amis et de personnes avertis pour vous proposer quelques réflexions autour de la question : pourquoi avons-nous assisté dans les dernières 30-40 années à la disparition de tels efforts ? Pourquoi s'est rompu ce fil historique ? Est-ce que l'enjeu est aujourd'hui caduc, obsolète à jamais ? Ou est-ce qu'on pourrait s'imaginer qu'il réémerge sous de nouvelles formes ?

Avant de pouvoir essayer de répondre à ces questions il faut avoir une idée claire sur les causes de la disparition des courants historiques mentionnées. Il me semble important de comprendre qu'il en a deux modalités principales :

La première était l'extermination physique pure et simple : il faut bien se rendre compte que le vingtième siècle n'était pas seulement le siècle de massacres des hécatombes d'hommes dans les guerres et génocides, mais aussi de massacres d'idées, incarnées par de militants, artistes, intellectuels. Les artistes d'avant-garde en Russie ont été éliminés par Staline de la même manière que l'élite bolchevique de la première heure. Dans les camps nazis ont péri artistes et militants de tous les pays d'Europe. D'autres, au bout de leurs forces, ont mis fin à leur vie, les Maïakovski, Tucholsky, Crevel, Benjamin...

Mais dans l'après-guerre, d'une façon accélérée à partir des années 70-80, commence une autre forme de finir avec les avant-gardes artistiques et politiques : leur récupération ou dissolution dans ce que A.Brossat appelle dans un livre récent (Brossat 2008) le « tout culturel ».

Comme nous sommes toujours confrontés à cette tendance il faut bien se rendre compte de quoi il s'agit. Une première mise au point pour comprendre qu'est ce qui est arrivé a formulé un autre auteur récemment, B. Aspe (2011). Il dit dans « Les mots et les actes »: « les avant-gardes ont voulu briser la clôture de l'œuvre. Et, en particulier dans le cas des constructivistes soviétiques, cette dé-cloison de l'œuvre s'avérait indissociable d'un prolongement de l'action révolutionnaire, de son inscription dans le réel jusque dans les formes les plus quotidiennes de la sensibilité. L'échec se mesure à ceci que, de Malevitch, de Rodtchenko, de Stepanova, on ne retient que les noms, indices de la singularité créatrice conservée dans l'œuvre, et comme œuvre. »(p.198) Le même sort ont subi les surréalistes. Ceux qui ne voulaient pas faire de la littérature, qui voulaient avec Lautréamont que la poésie soit faite par tous, qui refusaient la participation à des expositions avec leurs prix et honneurs, ils ont fini par n'être connus et reconnus que par leur nom propre, leurs œuvres, réunies dans des collections littéraires prestigieuses ,dans des musées, et cotées sur le marché d'art à des prix inimaginable à leur vivant. C'est-à-dire la portée politique de leur production artistique est complètement ignorée, occultée.

On peut poser la question dans quelle mesure un mouvement d'avant-garde comme le surréalisme portait dans son orientation déjà de côtés récupérables. C'est Jules-François Dupuis, alias Raoul Vaneigem, qui a montré dans son « Histoire désinvolte du Surréalisme » (1988 (1977)) ce qui lui semblait décisif dans ce sens : la relégitimation de l'art après sa mise à mort par Dada, une séparation progressive de l'activité artistique de la lutte politique, finalement la reconversion mystique dans l'après-guerre. Tous de facteurs qui selon Dupuis-Vaneigem préparent la dissolution du surréalisme dans la culture. Un sort qui avait prédit déjà le compagnon de Roger Vailland du « Grand Jeu », René Daumal : « Prenez garde, André Breton, de figurer plus tard dans

de manuels d'histoire littéraire, alors que si nous briguions quelque honneur, ce serait celui d'être inscrits pour la postérité dans l'histoire des cataclysmes. » (Dupuis p.101) Mais Dupuis-Vaneigem ne pouvait pas savoir quand il formulait sa critique et citait Daumal que son camarade Débord allait subir le même sort.

Car le sort des avant-gardes artistiques est seulement un aspect d'un changement de registre de la vie publique en général, de sa dépolitisation et transformation en « démocratie culturelle », comme il dit Brossat. De quoi s'agit-il selon lui ? Jusqu'aux années 70 les énergies sociales, les énergies de la confrontation sociale, étaient encore capable –malgré tous les arrangements institutionnels étatiques pour leur neutralisation- de politiser les enjeux culturels, comme l'habitat, le théâtre, le film, la radio. Un exemple anecdotique : Je me souviens bien que le salon de livres à Francfort était un évènement politique majeur fin des années 60, début des années 70. Les auteurs et éditeurs était exposé –plus ou moins volontairement- à une critique politique de leur production. A partir des années 80 la tendance s'inverse : « ce n'est plus la culture qui est soumise aujourd'hui aux conditions du politique, mais la politique, dont l'éclipse accompagne comme son ombre l'expansion sans fin de la sphère culturelle. C'est la politique qui, d'une manière toujours plus manifeste, devient un 'supplément' de la culture.(Brossat ,p.140) Du coup le statut de l'écrit critique change. Pour rester avec l'exemple allemand : Les écrits des théoriciens de Francfort les plus importants étaient accessible dans les années fin 50/début 60 seulement sous forme de « samizdat », c'est-à-dire en copies très rares qui circulaient dans le milieu des étudiants engagés –les auteurs eux-mêmes craignaient leur dimension politique dérangeante dans le contexte de la « guerre froide » et n'admettaient pas leur republication- mais ces écrits contribuaient de cette manière à faire murir les confrontations quelques années plus tard. Depuis les années 70 ils sont réédités régulièrement, accessible en partie en livre de poche, sans que grand monde les considèrent encore comme de références à portée politique. Ils font partie de la culture générale de la République Fédérale.

Brossat étudie en détail les mécanismes de dépolitisation qu'introduit cette dissolution du politique dans le culturel :

L'histoire s'arrête, est bloquée, empêchée. Plus de lien entre le présent (le temps de l'action) et l'avenir (l'horizon de l'espérance). Le temps de la culture est celui d'un présent indéfiniment renouvelé, reconduit, puisant avec prédilection dans le passé : « Le musée est l'emblème, le concentré du temps de la culture. »(p.58)

Il règne dans le musée –comme dans l'univers de la culture en général « la règle d'une totale équivalence », l'équivalence stricte entre p.ex. « une exposition Mondrian, un film sur la guerre d'Espagne et une course de taureaux. » Le principe de base de la sphère culturelle est « d'organiser la coexistence et la succession sans suite des objets et des manifestations les plus variés. » (ibd.)

Du coup le sujet pensant, agissant, est transformé en spectateur-consommateur. On livre à la « masse assise » une pléthore de « savoirs et d'informations à la fois homogénéisés et différenciés et inscrits sous le régime de la plus grande variété –de l'état du climat au théâtre Kabuki, du match de foot à la vie des animaux ou le mort d'un philosophe... » (p.91) Il en a de choix de menu pour tout le monde. Pour les un TF 1, pour les autres la

« culture Télérama ». Nous sommes tous plus ou moins exposés au spectacle entre plaisir et dégoût.

Tout cela a été en principe vu ou prévu et analysé depuis longtemps, dès les travaux pionniers de Horkheimer et Adorno sur « l'industrie culturelle » à la « société de spectacle » de Debord. Brossat lui-même cite W. Benjamin qui disait déjà dans les années trente : « (les hommes) ne sont du reste pas toujours ignorants ou inexpérimentés. On peut souvent dire le contraire : ils ont 'ingurgité' tout cela, la 'culture' et l'homme, ils sont dégoûtés et fatigués. » (Brossat p.92) Et il faut rappeler que ces auteurs avaient une idée claire des processus économiques à la base de ces tendances : la production et reproduction d'une société d'échange marchande arrivée à son apogée. Une dimension pas abordée par Brossat. Mais à un moment où on parle surtout de la domination de l'économique sur le politique son essai a le mérite de montrer que cette domination ne se réalise pas seulement par la contrainte extérieure : elle se produit à l'intérieur de l'espace public par la dissolution du politique dans le culturel devenu une industrie diversifiée. L'acte politique –ou ce qui en restait après sa domestication institutionnelle- est aujourd'hui asphyxié entre contrainte économique et absorption par le culturel.

De l'époque des années 20/ 30/40 jusqu'aux années 60/70 il existait un échange, fragile et précaire certes, mais constituant quand même un certain espace commun entre la critique radicale de la société, la création artistique et l'action politique. Des fois, c'est vrai, plus implicite et aporétique –comme dans l'œuvre tardive d'Adorno, qu'explicite –à l'exemple du « Manifeste pour un art indépendant et révolutionnaire » de Breton et Trotski. Ils existaient des espaces de rencontre entre réflexion, création et action. La nouvelle constellation à partir des années 80/90 est caractérisée par l'extinction quasi-totale de tels espaces d'échange, leur absorption/aspiration par le jeu institutionnel parlementaire et syndical d'un côté, le « tout culturel » de l'autre : voir l'exposition André Breton au Centre Pompidou, le spectacle commémoratif 1968-2008 à Francfort ou, tout récemment, l'opération de recyclage des techniques situationnistes et autres agit-prop en courant artistico-culturel « artivisme ».

Pourtant le double enjeu « transformer le monde-changer la vie », cette double tâche inachevée, est plus que jamais à l'ordre du jour. Tout le monde parle d'une fin de règne sous différents noms : crise du modèle économique, crise de civilisation, crise du mode vie. ..Et il y a depuis quelques années déjà, cette année de façon particulièrement éclatante, une résurgence des mouvements, des rassemblements, des luttes qui visent un « autre monde », une « autre vie ». Mais ce renouveau des luttes aussi bien de celles dirigées par les syndicats que celles en dehors des organisations traditionnelles émerge dans un entourage caractérisé plutôt par la démoralisation et le désespoir face à un monde de plus en plus insupportable. Du désespoir il en avait aussi aux temps des surréalistes. Leur premier Manifeste formulait comme acte désespéré par excellence, le célèbre : « L'acte surréaliste le plus simple consiste, revolvers aux poings, à descendre dans la rue et tirer au hasard, tant qu'on peut sur la foule. Qui n'a pas eu, au moins une fois, envie d'en finir de la sorte avec le petit système d'aviilissement en vigueur a sa place toute marquée dans cette foule, ventre à hauteur du canon. » Actuellement, par contre, le désespoir ne s'extériorise pas de cette façon, ni en parole ni en actes. Il prend la forme résignée du suicide, du suicide au travail chez Télécom et ailleurs. Aujourd'hui l'acte le plus simple de refus d'une vie humiliante semble être l'immolation publique. On s'efface d'une façon démonstrative, atroce,

pour montrer son désaccord totale, mais sans la moindre tentative de faire payer l'un ou l'autre responsable immédiat. Et, il faut bien le dire, sans déclencher grande réaction dans l'entourage. On est bien loin de la réaction de révolte de masse au suicide du vendeur de rue en Tunisie. Ni les organisations traditionnelles ni les nouvelles formations semblent à la hauteur du désespoir actuel profond.

Le fil d'une pensée radical est coupé. Les jeunes générations qui entrent aujourd'hui dans la lutte n'ignorent pas seulement les expériences et expérimentations, les découvertes théoriques et esthétiques de leurs aînés, mais ils se méfient en plus profondément de toute proposition d'appropriation de ce passé. Dans leur refus légitime du jeu politicien des partis, leur constat de manque de crédibilité des « vétérans », leur mépris d'une culture insignifiante pour leurs interrogations vitales, ils donnent une priorité absolue à l'action, au regroupement, à la création de contacts instantanés réels ou virtuels. Il leur suffit un dénominateur commun minimal d'orientation programmatique, un slogan, « indignez-vous ! » ou « bloquez les flux », selon le tempérament et l'intensité de la rage. La tentative d'initier un débat théorique plus approfondi est ressenti comme une imposture : « un discours théorique, même le plus explicite et argumenté, ne suffira pas en général à transformer un quidam en révolté et encore moins en agent révolutionnaire, car il apparaîtra comme coupé de la vie vécue, comme extérieur à la subjectivité de la personne, et plaqué, et donc comme ambigu, voire menaçant, car recouvrant de la part du 'théoricien' un désir de domination. » (Evelyne Perrin) Le résultat de cette constellation est d'un côté la rechute dans des formes de politique revendicative, genre cahier de doléances apporté par des « indignés » à la connaissance des institutions parlementaires nationales et européennes si ce n'est carrément la mise sur le jeu électoraliste qui fait ravage actuellement en France. D'autre côté c'est le rituel de l'action militante des black blocks et d'autres « insurrectionnalistes » qui fait le délice des médias car spectaculaire par excellence. L'une et l'autre attitude risque de se trouver assez vite dans l'impasse du retour à l'ordre.

C'est face à cette constellation que la réappropriation de l'expérience des mouvements d'avant-garde du 20^{ième} siècle pourrait être d'une importance clef.

Premièrement : pour réapprendre une attitude d'intransigeance. Ce qui saute aux yeux si on se penche aujourd'hui sur les textes d'antan c'est leur langage tranchant, catégorique :

Je cite, sans trop choisir, deux textes – l'un du commencement, l'autre de la fin du cycle 1920-80 :

Déclaration du 27 janvier 1925 du Bureau de Recherches Surréalistes :

« ... 5. Nous ne prétendons rien changer aux mœurs des hommes, mais nous pensons bien leur démontrer la fragilité de leurs pensées, et sur quelles assises mouvantes, sur quelles caves, ils ont fixé leur tremblantes maisons.

6. Nous lançons à la société cet avertissement solennel :

Quelle fasse attention à ses écarts, à chacun des faux-pas de son esprit nous ne la raterons pas.

7. A chacun des tournants de sa pensée, la société nous retrouvera

...Le surréalisme n'est pas une forme poétique . Il est un cri de l'esprit qui retourne vers lui-même et est bien décidé à broyer désespérément ses entraves, et au besoin par des marteaux matériels. » (dans : J.Pierre 1980, p.3s.)

Et :

« Sous chaque résultat et sous chaque projet d'un présent malheureux et ridicule, on voit s'inscrire le Mané, Thécel, Pharés qui annonce la chute immanquable de toutes les cités d'illusion. Les jours de cette société sont compté ; ses raisons et ses mérites ont été pesés, et trouvés légers ; ses habitants se sont divisés en deux partis, dont l'un veut qu'elle disparaisse. » (Debord 1992 (1979), p.147)

C'est cette intransigeance qui est bannie comme intolérant, ridiculisée comme pathétique et dénoncée comme dépassée dans le bain tiède du « tout culturel ». Mais c'est justement cette intransigeance qu'il faut réapprendre pour combattre la « règle de l'équivalence » dont parle Brossat, cette règle qui transforme toute expression de l'esprit et de la créativité humaine authentique en bien culturel indifférencié, insignifiant. Il faut remettre à l'ordre du jour « l'intolérance à l'intolérable »(Brossat), introduire des différends irréductibles, réinstaller des incompatibilités. Cela doit bien évidemment éviter tout geste purement rhétorique, tout radicalisme restant verbal, mais consister dans une nouvelle affirmation du politique par au rapport culturel. W.Benjamin dénonça en 1936 « l'esthétisation de la politique perpétrée par les doctrines totalitaires. » Et il proclama : « Les forces constructives de l'humanité y répondent par la politisation de l'art. »(Benjamin 1936) Aujourd'hui, face à l'absorption de la politique par le culturel, il faut répondre en analogie par une « répolitisation général de la sphère publique», par un changement radical de posture face au culturel. La culture doit devenir aujourd'hui objet d'une critique radicale, d'un dépassement dans le sens de Debord.² D'un tel dépassement doit resurgir l'acte politique véritable et peut-être aussi de nouvelle forme de création esthétique. D'un tel détournement devait resurgir l'acte politique, redevenant ce que semble impensable aujourd'hui : un acte instituant une nouvelle forme de vie sociale, une forme supérieure de vivre ensemble. L'attitude du spectateur-consommateur qui ingurgite sa « denrée culturelle » doit céder la place à un nouveau rapport distancié critique aux biens culturels. A l'époque des constructivistes russe, l'écrivain Tretiakov disait que les œuvres classiques devaient pas constituer la « denrée » mais « l'engrais » et revendiqua : « L'art pour tous –pas comme produit de consommation, mais comme capacité productive ! »(dans : Conio 1975) Sachant que la capacité productive était conçue à l'époque comme la capacité de participer activement à la construction d'un nouveau monde aussi mais pas seulement avec des nouvelles formes d'expression esthétiques.

² Lui disait en 1967 : « La fin de l'histoire de la culture se manifeste par deux côtés opposés : le projet de son dépassement dans l'histoire totale, et l'organisation de son maintien en tant qu'objet mort, dans la contemplation spectaculaire. L'un de ces mouvements a lié son sort à la critique sociale, et l'autre à la défense du pouvoir de classe. » (Debord 1967, § 184)

Deuxièmement : l'expérience des avant-gardes artistiques et politiques montre la nécessité de créer des espaces de réflexion et d'action collectifs. Les dérives sectaires voire assassines des regroupements artistiques et politiques nous ont fait sceptiques sinon réfractaires à toute constitution de groupes ou formation collectives. En plus c'est le processus d'une individualisation poussée à l'extrême qui n'a pas seulement fait tout échange non-réglé difficile mais presque impossible. Les espaces publics de rencontres, cafés, bistrot, clubs, sont en voie de disparition. Les institutions de l'enseignement, l'école et l'université, sont en train de se transformer complètement en centres de l'apprentissage de la concurrence et de la professionnalisation individuelle. Nous sommes en train de perdre toute capacité d'échange d'idées, de débat, de réflexion commune. Ce concerne fondamentalement les perspectives d'un renouveau de la pensée politique radicale mais aussi de l'activité artistique. En suivant David Harvey (Géographie de la Domination) on pourrait dire : Le capitalisme produit de l'espace sans produire de lieux. L'espace absorbe et interdit tous les lieux où exprimer l'authentique: la rue, les cafés, ... Là on s'ignore, on s'efface réciproquement. L'espace est entièrement rendu à la culture qui prétend représenter l'unique, le singulier. Face au processus de l'individualisation L. Baier se demandait il y a à peu près 15 ans dans le cadre d'un colloque franco-allemand sur Surréalisme et Théorie critique: La nostalgie de l'époque des réunions, des groupes et des écoles de pensée « n'est elle pas une sortie de secours devant le mécontentement de l'existence solitaire que nous menons aujourd'hui ? Une sortie que nous empruntons lorsque nous essayons d'oublier que l'individualisme fait partie d'un processus de transformation sociale irréversible dont il ne constitue peut-être pas le pire moment. En ce sens, questionner le surréalisme, la théorie critique et leur « rendez-vous manqué » veut également dire questionner nos propres rendez-vous manqués ». (Baier 1998) Il exprimait de cette manière une mélancolie plutôt résignée face à la question du regroupement. Mais si l'individualisme compte selon lui « parmi les acquis modernes dont on ne voudrait plus être privé », il constitue sans doute aussi un appauvrissement des relations sociales et un obstacle à tout acte politique authentique, pour lequel l'interindividualité est une *conditio sine qua non*, son essence même. Alors nous sommes appelés à nous lancer dans la reconstitution, dans la construction et le développement des nouveaux espaces de réflexion, des échanges collectifs. C'est dans ce sens que je comprends la raison d'être de l'URDLA. C'est pour cela que Max Schoendorff et moi nous sommes engagés à initier un certain regroupement autour des « journées critiques ». Et, si j'ai bien compris, c'est au moins en partie, aussi le sens de ces rencontres R. Vailland. Heureusement il en a pas mal d'autres revues, sites, initiatives qui vont dans cette direction.

Mais, finalement, qu'est ce qu'on peut envisager, à partir d'une telle mise en perspective historique des mouvements artistiques et politiques du 20^{ème} siècle, comme orientation programmatique en rupture avec la politique dépolitisée et la culture-spectacle ? Il y avait de différences considérables de positionnement entre ces mouvements en fonction de leur contexte historique spécifique. Brossat suggère d'une façon générale de réactualiser les « divisions de longue durée, celles qui séparent riches et pauvres, maîtres et serviteurs », d'introduire dans l'espace public la voix de la « plèbe », des « sans-part ». Il n'est pas seul dans cette orientation, des intellectuels comme Rancière et Aspe et pas mas d'altermondialistes et « indignés » s'y retrouvent. Mais est-il encore possible de différencier de cette manière entre amis et ennemis, d'identifier ceux-ci comme catégories sociales ? Est-ce qu'il ne faut pas constater que nous

sommes entrés dans une époque où même « les riches » sont de moins à moins maîtres des événements. Il y a de plus et de moins influents, mais pas de vrais maîtres du jeu. Tout le monde participe –avec de responsabilités certes inégales- à la reproduction d’un mécanisme économique caractérisé par la course aveugle à l’accumulation et la consommation des marchandises. Dans cette constellation « la plèbe », « les pauvres », « les sans- part » portent eux aussi malheureusement les mêmes stigmates que toutes les autres catégories de la population, les mêmes déformations, conséquences d’un modèle de société à la dérive : abrutissement, décivilisation et brutalité. Sans vouloir nier bien sûr le fait que leurs souffrances sont sans commune mesure et leur révolte nécessairement plus explosive.

Mais il me semble que la rupture, la nouvelle déclaration de guerre à cette société, doit partir d’une nouvelle réalité. La nouvelle ligne de démarcation fondamentale se trace entre ceux qui cherchent à sauver ou à rafistoler le modèle sociétal dominant –soit pour défendre de privilèges soit par commodité, inertie ou manque de fantaisie- et ceux qui cherchent d’en sortir, de refondre la société sur de nouvelles bases. Entre ceux qui acceptent les bases fondamentales de l’ordre de choses et ceux qui ne veulent plus « manger de ce pain là ». Dans cette recherche il en a pas de garanties téléologiques, pas de sujet historique –classes ou catégories de population à vocation messianique. Il n’y a dieu, ni maître-penseur, ni tribun pour nous sauver. Au contraire, même parmi ceux qui rêvent d’un autre monde et cherchent à faire réalité leur rêve il y a plutôt des errements et des détours, des illusions à propos de raccourcis et de compromissions, des sursauts courts et des épuisements et résignations longues. Le futur dépend de la seule capacité de dégager en commun dans la durée de nouvelles orientations et formes d’action pour les réaliser ensemble. Les recettes anciennes, aussi celles des anciennes avant-gardes esthétiques et politiques, n’ont plus de pertinences. Mais leurs découvertes théoriques, leurs expérimentations et leurs erreurs constituent toujours un riche arsenal d’idées, de concepts, de modèles d’action et d’expériences à utiliser comme source d’inspiration pour des créations nouvelles. Et surtout: ils restent à jamais leur exemple d’un état d’esprit de révolte sans concessions.

Références:

Aspe B., Les mots et les choses, Nous 2011

Baier L., Nostalgie et individualisme. De l’ambiguïté dans l’étude des mouvements du passé, dans : « Art, raison et subversion-Surréalisme et Théorie Critique, Agone 20/1998

Benjamin W., L’œuvre d’art à l’époque de sa reproduction mécanisée, dans : Zeitschrift für Sozialforschung 5/1936

Boltanski L./Chiapello E., Le nouvel esprit du capitalisme, Gallimard 1999

Brossat A., Le grand dégoût culturel, Seuil 2008

Conio G. (traduction, commentaires et préface de), Le formalisme et le futurisme devant le marxisme, Editions l’Age d’Homme 1975

Debord G., La société du spectacle, Gallimard 1992 (1967)

-, Préface à la quatrième édition italienne de « La société du Spectacle » (1979) dans :

Commentaires sur la société du spectacle, Gallimard 1992

Harvey D., Géographie de la Domination, Les Prairies Ordinaires 2008

Perrin E., Du social et du politique, de la théorie et de la pratique, texte à consulter sur le blog :
<http://journcritiques.canalblog.com/>

Pierre J. (présenté et commenté par), Tracts surréalistes et déclarations collectives 1922-1939,
Eric Losfeld (1980)